ASSISES DES RRMA

L'APPROCHE TERRITORIALE DES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT : REGARDS CROISÉS ENTRE ACTEURS EUROPÉENS

29 SEPTEMBRE 2026
STRASBOURG
AU LIEU D'EUROPE

Projet soutenu par le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2024-2026



Compte Rendu

Assises des RRMA 2026

L'approche territoriale des enjeux de développement : regards croisés entre acteurs européens

Le 29 septembre 2026, les Assises des Réseaux régionaux multi-acteurs (RRMA) se sont tenues au Lieu d'Europe, à Strasbourg, autour du thème « L'approche territoriale des enjeux de développement : regards croisés entre acteurs européens ». Au total, 123 personnes étaient présentes, dans le respect de la capacité d'accueil, parmi eux des représentants d'institutions européennes, de ministères, d'acteurs publics, de collectivités territoriales, des réseaux de coopération internationale et associations afin de réfléchir à la place des territoires dans les politiques européennes de coopération et de développement. Dans un contexte de tensions géopolitiques et d'incertitudes liées aux financements de la solidarité internationale, ces Assises ont permis de croiser les expériences et les points de vue d'acteurs engagés dans la coopération européenne et internationale.



PROGRAMME

Discours d'ouverture par **Antonella Cagnolati**, Conseillère déléguée auprès de la Ville et Eurométropole de Strasbourg, **Denis Schultz**, Conseiller d'Alsace à la Collectivité européenne d'Alsace, **Christian Debève**, Président de la commission des relations internationales de la Région Grand Est, **Martin Juillard**, Conseiller diplomatique auprès du Préfet de région, **Jean-Pierre Fortuné**, Président de GESCOD et **Tony Ben Lahoucine**, Président de la CIRRMA.

Introduction au style décalé par **Franck Fortuné**, Directeur général de la CIRRMA.

Panel 1 : Quelle place pour les territoires dans l'Europe de la coopération ? avec **Tommy Rizo**, Chef du Bureau des affaires européennes et internationales, Direction générale des Outre-mer, Ministère des Outre-mer, **Nicolas Gérard**, Chargé de politiques publiques à la Direction générale INTPA, Commission européenne, **Christophe Moreux**, Directeur général de l'Association française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE) et **Francesco Pala**, Conseiller (*Project Adviser*), Platforma.

Panel 2 : Comprendre le moment politique : l'Europe à un tournant, quels choix pour les territoires ?avec **Alexandre Météreau**, Coordinateur du Secrétariat et de l'Unité Partenariat oriental, Association européenne pour la démocratie locale (ALDA), **Hervé Moritz**, Président du Mouvement Européen - France et **Pap Ndiaye**, Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe.

Panel 3 : Regards croisés : récits d'une Europe territoriale en action avec **Antonella Simonetti**, Coordinatrice du réseau des fédérations cantonales de coopération de Suisse latine, FEDERESO, Suisse, **ErnstJan Stroes**, Secrétariat de l'ENfCGIS (*European Network for Citizen Initiatives in Global Solidarity*), Pays-Bas, **Frédéric Stephan**, Directeur des Relations internationales de la Ville de Stuttgart, Allemagne, **Pierre Guerber**, PADEM - Association de solidarité internationale luxembourgeoise, (Luxembourg) et **Christian Debève**, Région Grand Est – CPLRE, président du "*Ukraine Focus Group*" de l'Assemblée des Régions d'Europe.

Déclaration de Strasbourg présentée par **Gérard Pigault**, Président d'honneur de GESCOD.

Clôture institutionnelle par **Frédéric Cholé,** Délégué pour les collectivités territoriales et la société civile, Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et **Tony Ben Lahoucine**, Président de la CIRRMA.

DISCOURS D'OUVERTURE



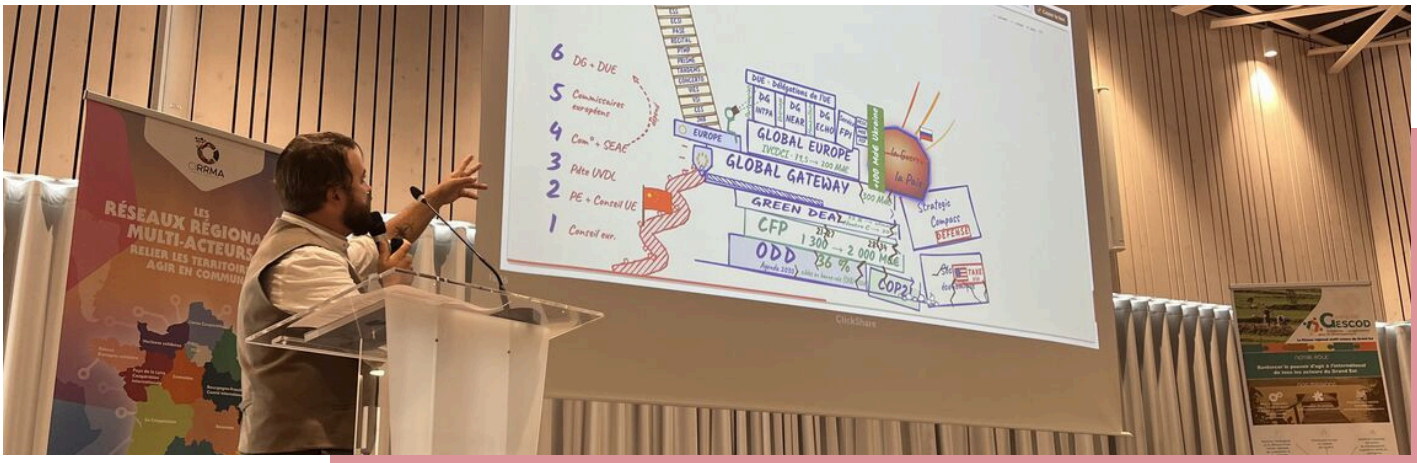
« C'est des coopérations au plus près des territoires, de leurs citoyens, de leurs institutions que nous souhaitons continuer à promouvoir, en nous appuyant sur les compétences, l'engagement des acteurs et des forces vives locales et départementales. »

Denis Schultz, Conseiller d'Alsace à la CeA

- **Antonella Cagnolati** a ouvert la journée en rappelant la longue tradition d'ouverture internationale de Strasbourg qui se traduit par des discours mais aussi par des actions tangibles de solidarité. Elle a exprimé sa forte appréciation de la coopération décentralisée qui est mutuellement profitable et a assuré GESCOD, le RRMA du Grand Est, de la poursuite de son plein soutien.
- **Denis Schultz** a ensuite mis en avant l'héritage humaniste rhénan et l'histoire de la coopération décentralisée en Alsace, appelant l'État à préserver cette dynamique.
- **Christian Debève**, paraphrasant un père de l'Europe, a affirmé sa conviction que l'Europe se construisait au plan local "par des réalisations concrètes créant des solidarités de fait". Et ces solidarités dépassent le territoire strict de l'Union européenne à travers de nombreux partenariats. Les collectivités territoriales ont un rôle majeur à jouer : il convient qu'elles soient reconnues comme des acteurs de l'action extérieure de la France et encouragées à mettre en œuvre des actions de coopération.
- **Martin Juillard** a salué la qualité des projets menés par les collectivités territoriales avec les associations et les RRMA, tout en rappelant la volonté de l'État de mieux orienter les crédits d'aide publique au développement vers les besoins identifiés.
- **Jean-Pierre Fortuné** a alerté sur les conséquences des coupes budgétaires et sur la nécessité de retrouver un cadre de financement stable pour les RRMA. Il a insisté sur l'importance de l'engagement de l'État et de l'AFD, rappelant que le mécénat privé ne saurait remplacer une politique publique de coopération internationale.



- Pour **Tony Ben Lahoucine,** l'Europe ne se limite pas à une dimension économique et commerciale. Elle repose également sur la culture, la citoyenneté et les échanges entre les peuples. La coopération décentralisée est, selon lui, une forme de « diplomatie des peuples et des territoires » et les RRMA sont des acteurs de la construction européenne.



INTRODUCTION

Sur un ton humoristique, **Franck Fortuné** s'est mis dans la peau d'un consultant chargé de former les participants aux politiques et financements européens. Il a présenté les principaux instruments de l'Union européenne, le cadre financier pluriannuel, le Global Gateway, les objectifs de développement durable et des dispositifs de financement. Jouant sur l'accumulation d'acronymes, la complexité des dispositifs et les promesses politiques parfois difficiles à concrétiser, cette introduction a mis en lumière les difficultés à s'orienter dans l'architecture européenne.

Panel 1 - Quelle place pour les territoires dans l'Europe de la coopération ?

Ce panel a permis d'interroger la place des collectivités territoriales dans les politiques européennes de coopération internationale et les moyens de renforcer leur participation.



Tommy Rizo a rappelé la situation particulière des territoires ultramarins français, qui comprennent à la fois des régions ultrapériphériques (RUP) et des pays et territoires d'outre-mer (PTOM). Il a souligné l'importance de mieux mobiliser les financements européens, comme les programmes Interreg, et de reconnaître la valeur stratégique des RUP pour l'UE.

Nicolas Gérard a abordé la stratégie européenne *Global Gateway*. Elle vise à renforcer les partenariats internationaux par des investissements dans des secteurs stratégiques tels que l'énergie, les transports, la santé, l'éducation et le numérique. Au-delà des volumes financiers mobilisés, il a souligné l'importance de la qualité des projets, notamment de leur caractère participatif, de la transparence et du respect des normes sociales et environnementales. A cet égard, il estime que l'association des autorités locales et de la société civile est un enjeu à approfondir dans la prochaine programmation européenne.

Francesco Pala a mis en exergue le rôle central des collectivités territoriales dans l'atteinte des ODD. Il alerte sur le fait que seuls 36 % des ODD seraient actuellement atteints, tandis que 65 % dépendraient de politiques mises en œuvre à l'échelle locale. Ainsi, il a rappelé la nécessité de renforcer le plaidoyer en faveur des collectivités territoriales et de leur contribution aux politiques de coopération internationale.

> « Il serait une grave erreur d'éloigner l'Europe de ses territoires. »
> **Christophe Moreux**, Directeur général de l'AFCCRE

Christophe Moreux a mis en avant la coopération intercommunale comme une piste pour accompagner les réformes territoriales. Il a aussi insisté sur la nécessité de réaffirmer les valeurs européennes face à la progression des politiques liberticides aux frontières de l'Union.

Panel 2 - Comprendre le moment politique : l'Europe à un tournant, quels choix pour les territoires ?

Ce deuxième panel visait à analyser les évolutions politiques et budgétaires qui traversent l'UE, ainsi que leurs conséquences pour les collectivités territoriales et les acteurs de la coopération internationale.

L'ambassadeur **Pap Ndiaye** a souligné le rôle des financements de la Banque de développement du Conseil de l'Europe dans la réalisation de projets à vocation sociale. Il a notamment cité des prêts accordés à Marseille pour la rénovation d'écoles et de lycées, ainsi que pour des projets liés aux centres UCPA et à l'Institut Pasteur. Il a également évoqué la coopération entre Marseille et Dakar autour d'un projet de piscine, appuyé par le Conseil de l'Europe. De quoi nourrir l'espoir de pouvoir mobiliser des financements européens au service de projets territoriaux et de solidarité internationale.



Hervé Moritz a dénoncé le risque de "renationalisation" du budget européen. Il explique qu'en confiant davantage de responsabilités aux Etats membres, l'UE pourrait affaiblir le lien direct qu'elle entretenait avec les collectivités territoriales et la société civile.

Alexandre Météreau a partagé ses inquiétudes liées au futur budget européen, inquiétudes qu'il explique par un risque de recentralisation.

Panel 3 - Regards croisés : récits d'une Europe territoriale en action

Ce panel a réuni des acteurs de divers pays européens : Suisse, Allemagne, Pays-Bas, Luxembourg ainsi que la Région Grand Est, afin de présenter des expériences concrètes de coopération internationale à l'échelle territoriale et d'identifier les pratiques dont les RRMA pourraient s'inspirer.

> « La diplomatie des territoires : une diplomatie de proximité qui mobilise les parties prenantes au niveau local et qui permet de construire des partenariats durables ici et là-bas. »
>
> **Antonella Simonetti**, Coordinatrice du réseau FEDERESO, Suisse

Antonella Simonetti a présenté le modèle suisse des fédérations cantonales de coopération internationale, qui regroupent des ONG actives dans un même canton et les accompagnent. Les fédérations cantonales jouent un rôle de coordination, d'analyse des



projets et de sensibilisation du public, notamment à travers des campagnes de communication et des actions d'ECSI. Elles bénéficient du soutien financier de la Confédération et sont reconnues comme des partenaires institutionnels. Mme **Simonetti** a rappelé que ces actions de solidarité internationales sont soutenues par les populations : un récent sondage en Suisse a montré que seuls 4% des citoyens de la confédération souhaitaient une baisse de l'APD. Certaines communes votent ainsi dans leur budget un pourcentage pour la coopération internationale par exemple Zurich y consacre 1%.

Du côté allemand, **Frédéric Stephan** a présenté la politique internationale de Stuttgart, basée sur un réseau de dix villes jumelées et des partenariats européens, américains et asiatiques. Il a souligné l'autonomie importante des communes allemandes, reconnues comme des acteurs internationaux à part entière. Lorsque ces actions de solidarité internationale contribuent aux ODD, les villes allemandes peuvent recevoir des soutiens de l'Etat fédéré (Land) en l'occurrence le Bade-Wurtemberg pour Stuttgart, et du ministère fédéral de la Coopération qui dispose d'un dispositif spécifique à cet effet. M. Stephan a insisté sur le réseau Eurocities, dont sa ville est un membre actif, qui permet des échanges d'expériences et des actions de lobbying auprès du Parlement européen et de la Commission afin que les grandes métropoles bénéficient d'une reconnaissance et de financements de l'Europe.

Christian Debève a présenté l'engagement de la Région Grand Est pour la paix via la coopération avec l'Ukraine. Face à l'afflux de réfugiés et aux besoins urgents sur place, les associations, la Région Grand Est, la Ville de Strasbourg et les services de l'État se sont organisés pour coordonner leur aide via des partenariats avec l'oblast de Kharkiv donnant lieu à l'accueil annuel de jeunes ukrainiens pour des séjours de répit. Son récit illustre un cas où l'urgence humanitaire devient une dynamique de coopération pérenne.



ErnstJan Stroes a présenté l'ENfCIGS (*European Network for Citizen Initiatives in Global Solidarity*), un réseau rassemblant des initiatives citoyennes engagées sur les enjeux mondiaux. Son intervention a mis en avant l'intérêt de développer des projets d'envergure européenne et de renforcer les coopérations entre réseaux. Il a ainsi invité les RRMA à explorer davantage les possibilités de montage de projets à cette échelle.

Pierre Guerber a souligné les limites d'un financement principalement fondé sur des projets ponctuels. Les interruptions de financement peuvent fragiliser les organisations et compromettre la continuité des services, qui nécessitent souvent un engagement sur le long terme. Il a également relevé que la dépendance aux financements publics nationaux peut limiter la recherche de financements européens, dont les mécanismes restent difficiles à appréhender pour certaines structures. Son témoignage a ainsi mis en lumière un enjeu central pour les acteurs de la solidarité internationale : concilier la sécurité des financements, la continuité des actions et la diversification des ressources.

La Déclaration de Strasbourg



En fin de journée, Gérard Pigault a présenté **la Déclaration de Strasbourg**, fruit d'une longue série d'échanges entre RRMA. Intitulée « Les RRMA, réseaux européens de la coopération internationale », elle réaffirme le rôle essentiel des territoires dans la coopération et la solidarité internationales, dans un contexte marqué par la remise en cause du multilatéralisme, la montée des nationalismes et la baisse des financements consacrés à l'aide au développement.

La déclaration rappelle que les RRMA contribuent à la diplomatie territoriale de l'État et de l'Europe, en accompagnant les collectivités et les acteurs locaux dans leurs initiatives internationales. Elle affirme ainsi leur vocation européenne : par leurs partenariats transfrontaliers et continentaux, les RRMA constituent des réseaux citoyens qui favorisent les échanges, la mise en relation des acteurs et la construction de projets communs. L'ouverture à l'international des territoires et de leurs habitants est donc un véritable ciment de la construction européenne.

> « Nous portons, depuis nos territoires, du Piémont à la Flandres et jusqu'aux frontières disputées de l'Ukraine, une vision de la coopération internationale que l'Europe a vocation à reconnaître, à soutenir et à démultiplier. »
>
> **La Déclaration de Strasbourg**

Le texte appelle également les RRMA à prendre pleinement part à la préparation du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour 2028-2034. Il s'agit notamment de veiller à ce que les futurs financements donnent aux acteurs territoriaux les moyens de poursuivre et de renforcer leurs actions. Enfin, la déclaration invite à développer des partenariats européens fondés sur une éthique partagée, des méthodes co-construites et des évaluations conjointes. Elle réaffirme ainsi les valeurs qui doivent guider cette coopération : la liberté d'initiative et d'administration des acteurs, l'égalité dans le respect des compétences de chacun et la fraternité universelle.

CLÔTURE INSTITUTIONNELLE

La clôture, assurée par **Frédéric Cholé** et **Tony Ben Lahoucine**, a permis de revenir sur les enjeux soulevés tout au long de la journée.

Frédéric Cholé a souligné l'importance de l'échelle européenne comme espace de financement, de mise en réseau et de construction de partenariats. Il a rappelé le rôle essentiel des RRMA pour fédérer les acteurs, relier les dynamiques territoriales françaises, européennes et internationales, et faire remonter les réalités du terrain auprès de l'État. Malgré un contexte marqué par la baisse des financements publics, il a réaffirmé la légitimité de leurs actions et leur contribution significative à la défense de la démocratie, de l'État de droit et des droits humains.

Tony Ben Lahoucine a réaffirmé le rôle essentiel de la CIRRMA et des 16 RRMA dans la coopération internationale. Il a rappelé que la citoyenneté européenne, parfois considérée comme acquise, demeure un idéal pour lequel les Ukrainiens se battent, nous invitant ainsi à rester engagés et résistants. Enfin, il a souligné l'importance d'anticiper dès maintenant la programmation européenne 2028-2034 : la capacité des territoires à comprendre les règles de financement et à développer des partenariats sera déterminante pour accéder aux futurs fonds européens.



« Soyons combatifs, soyons inventifs, soyons résistants ! »
Tony Ben Lahoucine, Président de la CIRRMA

Retrouvez **l'exposition Ukraine - Un dessein européen**, réalisée dans le cadre du programme INSPIRE, mené par les RRMA SO Coopération, Pays de la Loire Coopération internationale et Lianes Coopération, avec le soutien financier du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères. Cette exposition fera escale dans plusieurs villes de la région Grand Est, tout au long de l'année scolaire 2026-2027.



ASSISES DES RRMA 2026

l'approche territoriale des enjeux de développement

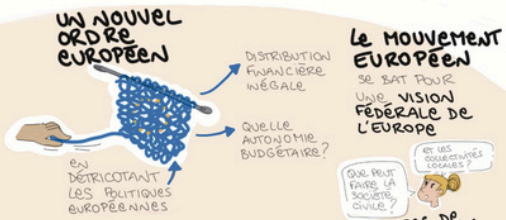
Strasbourg 29.09.2025









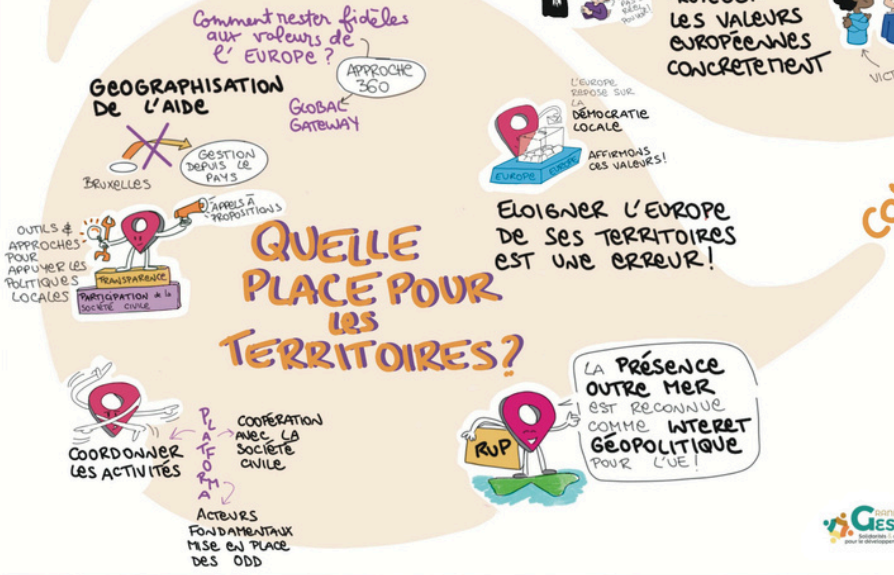


COMPRENDRE CE MOMENT

RISQUES









Projet soutenu par le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2024-2026

la Déclaration de Strasbourg



AFFIRMER ET DÉFENDRE LES valeurs QUI FONDENT NOS ACTIONS

UNE volonté d'Europe ET DE PAIX

DROIT À L'entraide ET liberté D'ASSOCIATION

DÉMOCRATIE

LA CONSTRUCTION D'UN monde durable, de paix, prospérité, justice sociale PASSE PAR LA MOBILISATION DE LA COOPÉRATION & SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES PAYS DE L'UE

Marie Hamida

ANNEXE

Planche de facilitation graphique par **Marie Hamida**

ASSISES DES RRMA — 29 SEPTEMBRE 2026 — STRASBOURG

DÉCLARATION DE STRASBOURG

« Les RRMA, réseauxeuropéens de la coopération internationale »

Réunis à Strasbourg, capitale européenne, au sein du Lieu d'Europe, à l'ombre du Parlement européen, du Conseil de l'Europe et de la Cour européenne des droits de l'Homme, le 29 septembre 2026, les Réseaux Régionaux Multi-Acteurs de solidarité et de coopération internationales, hexagonaux et ultra-marins, associés au sein de leur Conférence Inter-régionale (CIRRMA), tiennent la troisième édition de leurs Assises, après Orléans (2022) et Angers (2024).

Les RRMA[i] présents dans 16 des 18 régions françaises contribuent à la diplomatie territoriale de l'Etat et de l'Europe. Ils accompagnent les politiques publiques territoriales en faveur de la jeunesse, de la transition écologique, de la cohésion sociale, de la culture, du sport, de l'éducation, de la recherche, de la sécurité civile et de la lutte contre les changements climatiques, en soutenant les dynamiques associatives et la coopération internationale des acteurs institutionnels de leurs territoires.

Depuis Orléans, où nous appelions à consolider les synergies des forces des territoires « ici et là-bas », puis à Angers où nous avions réaffirmé toute l'importance de considérer au pluriel les acteurs de la coopération internationale, le contexte global s'est profondément transformé.

Dans cette évolution de l'ordre international issu de la Seconde Guerre Mondiale, le multilatéralisme est remis en cause, la puissance redevient la grammaire des relations internationales et le nationalisme une offre politique qui se veut séduisante ; le tout marginalisant la coopération et la solidarité internationale comme moyens de construire un monde meilleur. L'écart entre les appels répétés de nos dirigeants à la Paix, à la Démocratie, à la Diplomatie, à la Coopération, et les priorités budgétaires réellement alloués par tous les pays européens est désormais visible par tous. Nous sommes entrés dans une période qui nous demande d'affirmer et de défendre les valeurs qui fondent nos actions

Ces mutations nous mènent à renforcer notre volonté d'Europe. Une Europe forte à l'international, forte de tous ses territoires qui s'engagent pour rendre possible, dans un même souffle, la politique extérieure et la politique de cohésion sociale de notre continent.

Ou sous son autre nom : la Paix.

Nous, Réseaux Régionaux Multi-Acteurs, sommes, par nature et à travers nos partenariats transfrontaliers et continentaux, des Réseaux européens.

Nous portons, depuis nos territoires, du Piémont à la Flandres et jusqu'aux frontières disputées de l'Ukraine, une vision de la coopération internationale que l'Europe a vocation à reconnaître, à soutenir et à démultiplier.

En situant l'action internationale à portée de la réalité etdes capacités d'initiatives de nos concitoyens, nous

réaffirmons la force d'une démarche ancrée dans le droit à l'entraide, dans la liberté d'association, dans les relations internationales des territoires et la libre administration qui fondent le dialogue citoyen.

Ou sous son autre nom : la Démocratie.

Nous, Réseaux régionaux multi-acteurs sommes, de par nos missions et notre attachement au droit international, des réseaux citoyens.

Notre conviction aujourd'hui est que la construction d'un monde durable, de paix, de prospérité, de justice sociale passe par la mobilisation depuis et dans tous les territoires des acteurs de la coopération et de la solidarité internationale des pays européens et de leurs partenaires dans leurs diversités.

Nos débats renforcent une conviction. L'ouverture à l'international des territoires et de leurs habitants est un véritable ciment d'Europe. Qu'elle prenne le nom de politique extérieure, de cohésion, d'élargissement, de voisinage, d'ultra-périphérique ou de « global » (Global Gateway, Global Europe, etc.), l'Europe est, par essence, une coopération internationale et « une solidarité de fait », pour reprendre la belle expression de Robert Schuman.

Forgée à partir de ses territoires, l'action de coopération et de solidarité internationales :

- mobilise, dès aujourd'hui, ses compétences et ses expériences pour accompagner la définition du prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne 2028-2034. Nous y sommes prêts !
- exerce sa vigilance afin que ce cadre financier donne aux acteurs des territoires les moyens de renforcer une Europe qui tient debout sur ses fondamentaux dans un monde parfois traversé par la voie du pire. Nous y veillons !
- développe et amplifie les liens de partenariat européens fondés sur une éthique partagée, des méthodes co-construites et des évaluations conjointement menées. Nous y travaillons !

Ainsi, ensemble, c'est en actes que nous affirmons, avec une espérance et une force renouvelées, que la liberté d'initiative et d'administration des acteurs, collectivités comme associations, l'égalité dans le respect de nos compétences complémentaires et la fraternité universelle constituent le socle inaliénable d'une Europe ouverte sur le monde, une Europe désirable qui donne envie à tous ses citoyens et en particulier les jeunes, de contribuer à faire battre le coeur d'un monde plus juste.

[i] Les RRMA ont pour vocation de réunir sur les territoires, les différentes familles d'acteurs (collectivités territoriales, associations, ONG, acteurs économiques, structures de santé, établissement d'enseignement et de recherche…) impliqués en France et à l'international dans des actions de coopération et de solidarité internationales pour en renforcer l'impact par la concertation, le dialogue, les échanges d'expérience et la mutualisation.

OUVERTURE · 9H45 – 10H15

Accueil & discours d'ouverture : prises de parole institutionnelles

- **Mme Antonella CAGNOLATI**
  Conseillère déléguée auprès de la Ville et Eurométropole de Strasbourg
- **M. Denis SCHULTZ**
  Conseiller d'Alsace à la Collectivité européenne d'Alsace
- **M. Christian DEBÈVE**
  Président de la commission des relations internationales de la Région Grand Est
- **M. Martin JUILLARD**
  Conseiller diplomatique auprès du Préfet de région
- **M. Jean-Pierre FORTUNÉ**
  Président de GESCOD
- **M. Tony BEN LAHOUCINE**
  Président de la CIRRMA

CIRRMA

ASSISES DES RRMA

29 SEPTEMBRE 2026
STRASBOURG
AU LIEU D'EUROPE

L'APPROCHE TERRITORIALE DES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT : REGARDS CROISÉS ENTRE ACTEURS EUROPÉENS

LES INTERVENANTS

Faites défiler →

Présentation des intervenants des Assises

TABLE RONDE 1 · 10H30 – 11H20

Quelle place pour les territoires dans l'Europe de la coopération ?



Nicolas GÉRARD

Chargé de politiques publiques à la Direction générale INTPA

Commission européenne

Au sein de l'unité « Autorités locales, organisations de la société civile et fondations » de la DG Partenariats internationaux (INTPA), il suit l'approche territoriale du développement local et la territorialisation du Global Gateway, aux côtés des collectivités et de leurs réseaux.

TABLE RONDE 1 · 10H30 – 11H20

Quelle place pour les territoires dans l'Europe de la coopération ?



Tommy RIZO

Chef du Bureau des affaires européennes et internationales, Direction générale des Outre-mer

Ministère des Outre-mer

Administrateur de l'État, il dirige à la DGOM le bureau chargé des enjeux européens et internationaux des territoires ultramarins : politiques et fonds européens, régions ultrapériphériques et coopération régionale.

TABLE RONDE 1 · 10H30 – 11H20

Quelle place pour les territoires dans l'Europe de la coopération ?



Francesco PALA

Conseiller (Project Adviser)

PLATFORMA

Il travaille sur les partenariats européens, la coordination de projets et l'accompagnement des acteurs locaux et régionaux au sein de PLATFORMA, coalition paneuropéenne des collectivités actives dans la coopération internationale. Plus de neuf ans d'expérience entre affaires européennes, démocratie locale et société civile.

TABLE RONDE 1 · 10H30 – 11H20

Quelle place pour les territoires dans l'Europe de la coopération ?



Christophe MOREUX

Directeur général de l'Association française du Conseil des Communes et Régions d'Europe

AFCCRE

Directeur général de l'AFCCRE depuis juillet 2024, après avoir dirigé son pôle Territoires et cohésion, il accompagne les collectivités françaises sur les politiques européennes : cohésion territoriale, jumelages et coopération entre territoires.

TABLE RONDE 2 · 11H20 – 12H15

Comprendre le moment politique : l'Europe à un tournant, quels choix pour les territoires ?



Hervé MORITZ

Président du Mouvement Européen – France

Mouvement Européen – France

Docteur de l'Université de Strasbourg (laboratoire SAGE), cet Alsacien préside depuis décembre 2022 le Mouvement Européen – France, qui fédère la société civile engagée pour l'Europe. Il a été réélu en janvier 2026 pour un second mandat.

TABLE RONDE 2 · 11H20 – 12H15

Comprendre le moment politique : l'Europe à un tournant, quels choix pour les territoires ?



Alexandre MÉTÉREAU

Coordinateur du Secrétariat et de l'Unité Partenariat oriental

ALDA – Association européenne pour la démocratie locale

Il assure le suivi et le plaidoyer sur les politiques européennes pour l'ALDA, en particulier sur le Cadre financier pluriannuel de l'UE. Le réseau réunit collectivités et société civile pour promouvoir gouvernance démocratique, participation citoyenne et décentralisation.

TABLE RONDE 2 · 11H20 – 12H15

Comprendre le moment politique : l'Europe à un tournant, quels choix pour les territoires ?



Christian DEBÈVE

Région Grand Est — CPLRE, président du « Ukraine Focus Group » de l'Assemblée des Régions d'Europe

Région Grand Est

Conseiller régional, il préside la commission Relations internationales du Grand Est. Membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et du Comité européen des régions, il préside le « Ukraine Focus Group » de l'Assemblée des Régions d'Europe.

TABLE RONDE 2 · 11H20 – 12H15

Comprendre le moment politique : l'Europe à un tournant, quels choix pour les territoires ?



Pap NDIAYE

Représentant permanent de la France auprès du Conseil de l'Europe

Conseil de l'Europe

Historien, professeur à Sciences Po puis directeur général du Palais de la Porte Dorée, il a été ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse (2022-2023). Depuis août 2023, il représente la France auprès du Conseil de l'Europe à Strasbourg.

TABLE RONDE 3 · 14H00 – 15H15

Regards croisés : récits d'une Europe territoriale en action



ErnstJan STROES

Secrétariat de l'ENfCIGS (European Network for Citizen Initiatives in Global Solidarity), Pays-Bas

ENfCIGS – Wilde Ganzen (Pays-Bas)

Programme manager chez Wilde Ganzen, il anime le réseau européen des organisations qui accompagnent les initiatives citoyennes de solidarité internationale : financement, renforcement de capacités, échanges entre pairs et plaidoyer.

TABLE RONDE 3 · 14H00 – 15H15

Regards croisés : récits d'une Europe territoriale en action



Antonella SIMONETTI

Coordinatrice du réseau des fédérations cantonales de coopération de Suisse latine

FEDERESO (Suisse)

Économiste spécialiste des politiques de coopération internationale, elle a exercé au Département fédéral des affaires étrangères et à l'Office fédéral de la statistique. Depuis 2019, elle coordonne le FEDERESO et porte ses enjeux stratégiques et politiques au niveau national.

TABLE RONDE 3 · 14H00 – 15H15

Regards croisés : récits d'une Europe territoriale en action



Pierre GUERBER

PADEM – Association de solidarité internationale luxembourgeoise

PADEM (Luxembourg)

Ingénieur en environnement passé par l'IRIS et le siège d'une grande ONG française, il a cofondé une association en Asie centrale. Expert pour PADEM, il est l'auteur de « Solidarité internationale et aide au développement. Récit critique d'une imposture » (L'Harmattan, 2022).

TABLE RONDE 3 · 14H00 – 15H15

Regards croisés : récits d'une Europe territoriale en action



Frédéric STEPHAN

Directeur des Relations internationales de la Ville de Stuttgart

Ville de Stuttgart (Allemagne)

Il dirige le département des relations extérieures de la capitale du Bade-Wurtemberg et pilote ses partenariats internationaux, dont le jumelage historique avec Strasbourg, scellé en 1962, avant même le traité de l'Élysée.

RENDEZ-VOUS

ASSISES DES RRMA

29 SEPTEMBRE 2026
STRASBOURG
AU LIEU D'EUROPE

15h15 Déclaration de Strasbourg : construire ensemble des messages communs

17h00 Visite guidée du Conseil de l'Europe, pendant la session de l'Assemblée parlementaire

Expo « Ukraine – Un dessein européen », en ligne sur inspire-ukraine.org

Projet soutenu par le Contrat triennal Strasbourg capitale européenne 2024-2026

CIRRMA